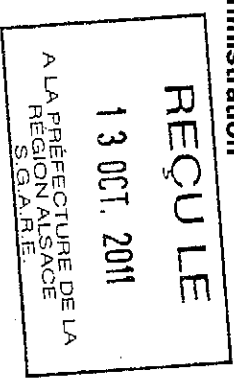


Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 03-2011

Séance du : 30 septembre 2011
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président



Membres en exercice	: 19 membres
Ont assisté à la séance	: 11 membres
Absents excusés	: 2 avec procuration de vote 6 sans procuration de vote

Point 4.b de l'ordre du jour : Institution du régime indemnitaire de l'EPCC « Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts »

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

approuve

I – L'attribution aux agents de la filière administrative, selon leur situation administrative :

- d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux catégories C ou B dès lors qu'ils exercent des fonctions ou dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, que ces heures sont effectuées à la demande des supérieurs hiérarchiques et qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail. Les travaux supplémentaires ne peuvent excéder 25 heures au cours d'un même mois. Le versement de ces indemnités est contrôlé par un outil de gestion du temps. Ces indemnités sont attribuées et calculées selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié et le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Elles ne sont pas cumulables avec le régime spécifique des heures supplémentaires d'enseignement ni avec le repos compensateur. Elles sont cumulables avec l'indemnité d'administration et de technicité (IAT), et avec la concession d'un logement à titre gratuit. Elles peuvent se cumuler avec les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS).
- de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux catégories B dont l'indice brut est supérieur à 380 ou A, classées selon 3 catégories en raison du supplément de travail fourni et de l'importance des sujétions. Le Président détermine le taux individuel applicable à chaque agent qui ne peut excéder 8 fois le taux de base de la catégorie à laquelle il appartient et dans la limite du crédit global. Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 et l'arrêté du 14 janvier 2002 modifié.

Les montants sont indexés sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Cette indemnité n'est pas cumulable avec l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) ni avec un logement concédé par nécessité absolue de service.
Elle est cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

- de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux catégories C quel que soit leur échelonnement indiciaire et aux agents de catégorie B jusqu'à l'indice brut 380.
L'attribution de l'IAT n'est pas liée à la réalisation d'heures ou de travaux supplémentaires mais à la valeur professionnelle des agents.
L'autorité investie du pouvoir de nomination détermine, sur proposition du directeur, le montant individuel de chaque agent par application d'un coefficient multiplicateur compris entre 0 et 8 au montant annuel de référence du grade considéré dans la limite du crédit global.
Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 et l'arrêté du 23 novembre 2004.
Les montants sont indexés sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.
Cette indemnité n'est pas cumulable avec une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) ni avec la prime technique de l'entretien, des travaux et de l'exploitation.
Elle est cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

- de l'indemnité d'exercice de missions des préfectures aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux cadres d'emplois des rédacteurs et des adjoints administratifs.
Dans la limite du crédit global, il appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination de déterminer, sur proposition du directeur, le montant individuel applicable à chaque agent en multipliant le montant de référence par un coefficient d'ajustement de 3 maximum.
Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°97-1223 du 26 décembre 1997 et l'arrêté du 26 décembre 1997.
Il n'existe pas d'interdiction de cumul de cette indemnité avec un autre élément du régime indemnitaire qui est donc possible.

- de la prime de fonction et de résultat (PFR) aux agents appartenant aux cadres d'emploi des administrateurs et des attachés.
Cette prime comprend deux parts :
 - une part « fonctionnelle » tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées.
 - une part « résultats individuels » liée aux résultats et à la manière de servir.Pour la « part fonctionnelle », le montant individuel est déterminé par application au montant de référence d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 à 6.
Pour la « part résultats individuels », le montant de référence est modulable par application d'un coefficient compris entre 0 et 6.
Le montant individuel attribué au titre de cette part fait l'objet d'un réexamen annuel au vu des résultats de la procédure d'évaluation individuelle.
La somme des deux parts ne peut excéder le plafond global annuel retenu par les services de l'Etat.
Cette prime est attribuée et calculée pour les administrateurs selon les conditions fixées par la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010, art. 38 et 40, le décret n°2008-1533 du 22 décembre 2008 et l'arrêté du 9 octobre 2009.
Cette prime est attribuée et calculée pour les attachés selon les conditions fixées par le décret n°2008-1533 du 22 décembre 2008, l'arrêté du 22 décembre 2008 et l'arrêté du 9 février 2011.
Elle n'est pas cumulable avec toutes autres indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir (IFTS, IFR, prime de rendement, indemnité d'exercice de missions des préfectures).
La « part fonctionnelle » est réduite en cas d'attribution d'un logement concédé pour nécessité absolue de service, le coefficient est alors compris entre 0 à 3.

II – L'attribution aux agents de la filière technique, selon leur situation administrative

- d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux cadres d'emploi de

technicien principal de 2^{ème} classe, de technicien, d'agent de maîtrise, d'adjoint technique et d'adjoint technique des établissements d'enseignement dès lors qu'ils exercent des fonctions ou dont les missions impliquent, la réalisation effective d'heures supplémentaires, que ces heures sont effectuées à la demande des supérieurs hiérarchiques et qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Les travaux supplémentaires ne peuvent excéder 25 heures au cours d'un même mois.

Le versement des indemnités est contrôlé par un outil de gestion du temps.

Ces indemnités sont attribuées et calculées selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 et le décret n°2011-540 du 17 mai 2011.

Elles ne sont pas cumulables avec le régime spécifique des heures supplémentaires d'enseignement ni avec le repos compensateur.

Elles sont cumulables avec l'indemnité d'administration et de technicité (IAT), et avec la concession d'un logement à titre gratuit. Elles peuvent se cumuler avec les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS).

- de l'indemnité d'exercice des missions des préfectures aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux cadres d'emplois des agents de maîtrise et des adjoints techniques.

Dans le cadre du crédit global, il appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination de déterminer, sur proposition du directeur, le montant individuel applicable à chaque agent en multipliant le montant de référence par un coefficient d'ajustement de 3 maximum.

Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°97-1223 du 26 décembre 1997 et l'arrêté du 26 décembre 1997.

Il n'existe pas d'interdiction de cumul de cette indemnité avec un autre élément du régime indemnitaire qui est donc possible.

- de la prime de service et de rendement aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux cadres d'emplois des ingénieurs (sauf les ingénieurs en chef), des techniciens principaux, et des techniciens.

Le montant individuel ne peut excéder annuellement le double du taux moyen.

Dans la limite du crédit global, l'autorité investie du pouvoir de nomination fixe, sur proposition du directeur, le taux individuel en tenant compte, d'une part, des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées à l'emploi occupé et, d'autre part, de la qualité des services rendus.

Cette prime est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009, l'arrêté du 15 décembre 2009 et le décret n°2011-540 du 17 mai 2011.

Elle est cumutable avec l'indemnité spécifique de service et avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IFTS).

Elle n'est pas cumutable avec la prime technique allouée aux ingénieurs territoriaux.

- de l'indemnité spécifique de service aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux cadres d'emplois des ingénieurs (sauf les ingénieurs en chef), des techniciens principaux et des techniciens.

L'indemnité spécifique est liée au service rendu.

Le montant individuel maximum susceptible d'être versé ne peut excéder un pourcentage du taux moyen défini pour chaque grade. Selon les conditions de modulation définies par la délibération, l'indemnité ne peut dépasser les plafonds suivants :

- Ingénieur principal : 122,5%
- Ingénieur : 115%
- Technicien principal de 1^{ère} classe : 110%
- Technicien principal de 2^{ème} classe : 110%

Cette prime est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°2003-799 du 25 août 2003 modifié, l'arrêté du 25 août 2003 modifié et le décret n°2011-540 du 17 mai 2011.

Elle est cumutable avec les indemnités pour travaux supplémentaires lorsque les cadres d'emplois y sont éligibles et avec la prime de service et de rendement.

- de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux cadres d'emplois des agents de maîtrise, des adjoints techniques et des adjoints techniques des établissements d'enseignement.
L'attribution de l'IAT n'est pas liée à la réalisation d'heures ou de travaux supplémentaires mais à la valeur professionnelle des agents.
L'autorité investie du pouvoir de nomination détermine, sur proposition du directeur, le montant individuel de chaque agent par application d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 8 au montant de référence annuel du grade considéré.
Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002, l'arrêté du 25 février 2002 et l'arrêté du 23 novembre 2004.
Ces montants sont indexés sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.
Cette indemnité n'est pas cumulable avec une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) ni avec la prime technique de l'entretien, des travaux et de l'exploitation.
Elle est cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (HTS).

- de la prime de fonction et de résultat (PFR) aux agents appartenant aux cadres d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux.
Cette prime comprend deux parts :
 - o une part « fonctionnelle » tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées,
 - o une part « résultats individuels » liée aux résultats et à la manière de servir.
 Pour la « part fonctionnelle », le montant individuel est déterminé par application au montant de référence d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 à 6
 Pour la « part résultats individuels », le montant de référence est modulable par application d'un coefficient compris entre 0 et 6.
 Le montant individuel attribué au titre de cette part fait l'objet d'un réexamen annuel au vu des résultats de la procédure d'évaluation individuelle (efficacité dans l'emploi, réalisation des objectifs, compétences professionnelles et techniques, des qualités relationnelles et de la capacité d'encadrement).
 La somme des deux parts ne peut excéder le plafond global annuel retenu par les services de l'Etat.
 Cette prime est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°2010-1705 du 30 décembre 2010, l'arrêté du 30 décembre 2010 et l'arrêté du 16 février 2011.
 Elle n'est pas cumulable avec toutes autres indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir (prime de service et de rendement et l'indemnité spécifique de service).
 La « part fonctionnelle » est réduite en cas d'attribution d'un logement concédé pour nécessité absolue de service, le coefficient est alors compris entre 0 à 3.

III – L'attribution aux agents de la filière culturelle, selon leur situation administrative

- d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (HTS) aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux cadres d'emplois des assistants qualifiés de conservation, des assistants de conservation et des adjoints du patrimoine dès lors qu'ils exercent des fonctions qui impliquent, ou dont les missions impliquent, la réalisation effective d'heures supplémentaires, que ces heures sont effectuées à la demande des supérieurs hiérarchiques et qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail.
 Les travaux supplémentaires ne peuvent excéder 25 heures au cours d'un même mois.
 Leur versement est contrôlé par un outil de gestion du temps.
 Ces indemnités sont attribuées et calculées selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié et le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002.
 Ces indemnités ne sont pas cumulables avec le régime spécifique des heures supplémentaires d'enseignement ni avec le repos compensateur.
 Elles ne sont pas cumulables non plus avec l'indemnité pour travail dominical régulier ni avec l'indemnité pour service de jour férié.
 Elles sont cumulables avec l'indemnité d'administration et de technicité (IAT), et avec la concession d'un logement à titre gratuit. Elles peuvent se cumuler avec les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS).

- de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux cadres d'emplois des assistants qualifiés de conservation de 2^{ème} classe jusqu'à l'indice brut 380, des assistants de conservation de 2^{ème} classe jusqu'à l'indice brut 380 et des adjoints du patrimoine.
L'attribution de l'IAT n'est pas liée à la réalisation d'heures ou de travaux supplémentaires mais à la valeur professionnelle des agents.
L'autorité investie du pouvoir de nomination détermine, sur proposition du directeur, le montant individuel de chaque agent par application d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 8 au montant de référence annuel du grade considéré.
Ces montants sont indexés sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.
Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002, l'arrêté du 29 janvier 2002 et l'arrêté du 6 mars 2006.
Cette indemnité n'est pas cumulable avec une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) ni avec la prime technique de l'entretien, des travaux et de l'exploitation.
Elle est cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).
- de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) des personnels de bibliothèque et de la conservation du patrimoine aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet appartenant aux catégories B dont l'indice brut est supérieur à 380 ou A et classés selon 3 catégories en raison du supplément de travail fourni et de l'importance des sujétions.
Les agents autorisés à exercer leurs fonctions à temps non complet ou temps partiel bénéficient de ces indemnités au prorata de la durée des services accomplis.
L'autorité investie du pouvoir de nomination détermine, sur proposition du directeur, le taux individuel applicable à chaque agent qui ne peut excéder 8 fois le taux de base de la catégorie à laquelle il appartient et dans la limite du crédit global.
Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 et l'arrêté du 26 mai 2003 modifié.
Les montants sont indexés sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.
Cette indemnité n'est pas cumulable avec l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) ni avec un logement concédé par nécessité absolue de service.
Elle est cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).
- de l'indemnité d'heures supplémentaires d'enseignement aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant des cadres d'emplois des professeurs d'enseignement artistique, des assistants spécialisés d'enseignement artistique et des assistants d'enseignement artistique effectuant un service excédant les maxima de service hebdomadaire fixés par le statut particulier.
Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié et le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950.
Cette indemnité n'est pas cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) ni avec le bénéfice d'un logement concédé par nécessité absolue de service.
- de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves allouée aux professeurs et assistants d'enseignement aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant des cadres d'emplois des professeurs d'enseignement artistique, des assistants spécialisés d'enseignement artistique et des assistants d'enseignement artistique.
L'indemnité comporte une part fixe et une part modulable. La part fixe est liée à l'exercice effectif de fonctions enseignantes et en particulier le suivi individuel et l'évaluation des élèves.
La part modulable est liée à des tâches effectives de coordination dans le suivi et l'orientation des élèves.
Dans la limite du montant des taux moyens annuels, l'autorité investie du pouvoir de nomination fixe les attributions individuelles sur proposition du directeur. Les taux sont indexés sur la valeur du point indiciaire de la fonction publique.
Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté du 15 janvier 1993.

de l'indemnité de responsabilité des directeurs et directeurs adjoints d'établissements d'enseignement artistique aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant du cadre d'emploi des directeurs d'établissements d'enseignement artistique et exerçant la fonction de directeur ou de directeur adjoint d'établissement d'enseignement artistique. Dans la limite du crédit global et des critères de modulation retenus par la délibération, l'autorité investie du pouvoir de nomination fixe librement le montant individuel de l'indemnité

Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°2002-47 du 9 janvier 2002 modifié et l'arrêté du 9 janvier 2002.

Ces montants sont indexés sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Cette indemnité est cumulable avec l'indemnité de sujétions spéciales des directeurs.

de l'indemnité de sujétions spéciales des directeurs et directeurs adjoints d'établissements d'enseignement artistique aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant du cadre d'emploi des directeurs d'établissements d'enseignement artistique et exerçant les fonctions et les responsabilités définies par le statut du cadre d'emplois (= exerçant la fonction de directeur d'établissement artistique).

L'indemnité est fixée sur la base d'un taux moyen annuel par agent. Le taux individuel ne peut excéder le taux moyen.

Elle est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°2002-47 du 9 janvier 2002 modifié et l'arrêté du 9 janvier 2002.

Cette indemnité est cumulée avec l'indemnité de responsabilité de directeur d'établissement.

de l'indemnité scientifique des personnels de la conservation du patrimoine aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant du cadre d'emploi des conservateurs du patrimoine exerçant les fonctions définies par le statut particulier et exerçant notamment des travaux de recherche.

Les attributions individuelles sont déterminées en fonction de l'importance des sujétions de l'agent, des rémunérations accessoires qu'il reçoit éventuellement d'autres organismes pour les tâches de même nature et des travaux supplémentaires qui lui sont imposés par la spécificité de certaines de ses activités.

Dans la limite du crédit global et du taux maximum, l'autorité investie du pouvoir de nomination fixe librement le montant individuel de l'indemnité, sur proposition du directeur.

Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°90-409 du 16 mai 1990 modifié et l'arrêté du 26 décembre 2000.

de l'indemnité de sujétions spéciales des conservateurs du patrimoine aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant du cadre d'emploi des conservateurs du patrimoine chargés de responsabilités particulières et classés selon trois catégories.

Il appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination de déterminer librement le montant individuel de l'indemnité dans la limite des montants de chaque catégorie, sur proposition du directeur.

Elle est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°90-601 du 11 juillet 1990 modifié et l'arrêté du 26 décembre 2000.

de l'indemnité spéciale allouée aux conservateurs des bibliothèques aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant du cadre d'emploi des conservateurs de bibliothèque et tenant compte des travaux scientifiques de toute nature et des sujétions spéciales attachées à l'exercice des fonctions, notamment en matière de gestion administrative et de direction d'établissements ou de service.

Les attributions individuelles sont déterminées en fonction de la nature et de l'importance des fonctions exercées et des résultats obtenus. Le montant individuel est librement fixé par l'autorité investie du pouvoir de nomination, sur proposition du directeur, dans la limite du taux maximum et du crédit global.

Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°98-40 du 13 janvier 1998 modifié et l'arrêté du 6 juillet 2000.

Elle est exclusive de toute indemnité pour travaux supplémentaires.

- de la prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant des cadres d'emplois des bibliothécaires territoriaux, des attachés territoriaux de conservation du patrimoine, des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques, des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques.
Elle est destinée à compenser les tâches particulières confiées et les sujétions spéciales attachées à l'exercice des fonctions.
Elle est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°93-526 du 26 mars 1993 et l'arrêté du 17 mars 2005.
Elle n'est soumise à aucune condition particulière de cumul.
- de l'indemnité pour travail dominical régulier aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant du cadres d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine assurant au moins dix dimanches par an de travail dominical.
Elle nécessite la mise en œuvre préalable d'instruments automatisés de décompte du temps de travail sauf pour les sites dont l'effectif des agents susceptibles de percevoir cette indemnité est inférieur à dix.
Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, le décret n°2002-857 du 3 mai 2002 et l'arrêté du 3 mai 2002.
Les jours fériés, les dimanches de Pâques et de Pentecôte ne sont pas considérés comme un dimanche. Ils sont donc exclus du décompte de l'indemnisation. Cependant, ils peuvent être indemnisés au titre de l'indemnité pour service de jour férié.
Cette indemnité n'est pas cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (HTS), ni avec l'indemnité pour service de jour férié.
- de l'indemnité pour service de jour férié aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant du cadres d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine et assurant un service un jour férié dans le cadre des obligations normales de service.
Elle nécessite la mise en œuvre préalable d'instruments automatisés de décompte du temps de travail sauf pour les sites dont l'effectif des agents susceptibles de percevoir cette indemnité est inférieur à dix.
Cette indemnité est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié et le décret n°2002-856 du 3 mai 2002.
Sont considérés comme des jours fériés les dimanches de Pâques et de Pentecôte ainsi que tous les autres jours fériés, y compris lorsqu'ils coïncident avec un dimanche.
Elle n'est pas cumulable avec toute autre indemnisation au même titre et notamment avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (HTS) et l'indemnité pour travail dominical régulier.
- de la prime de sujétions spéciales des personnels de surveillance et d'accueil aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés à temps complet, partiel et non complet relevant du cadres d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine.
Elle est attribuée et calculée selon les conditions fixées par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié et l'arrêté ministériel du 24 août 1999.

approuve les modalités suivantes

- Les agents non titulaires peuvent bénéficier de ces indemnités dans les mêmes conditions que les fonctionnaires titulaires et stagiaires. Les agents autorisés à exercer leurs fonctions à temps non complet ou temps partiel bénéficient de ces indemnités au prorata de la durée des services accomplis.
- Le versement des primes et indemnités est mensuel.
- Les régimes indemnitaires à caractère forfaitaire seront maintenus en cas de congé annuel, de maladie ordinaire, de congé de longue maladie, de congé de longue durée, en cas d'accident de travail ou de congé de maternité, d'adoption et de paternité.
- Ils suivront le sort du traitement indiciaire en cas de congé de maladie, de longue maladie ou de longue durée rémunérée à demi-traitement. Si, par sa définition même, la prime considérée est attachée à l'exercice effectif des fonctions, son versement est nécessairement suspendu pendant

les congés. Dans ces deux cas, les modulations spécifiques qui seraient prévues par les textes indemnitaires prévalent.

- Les primes et indemnités mentionnées dans la présente délibération seront revalorisées automatiquement en fonction des textes en vigueur.
- Le Président, en tant qu'autorité investie du pouvoir de nomination, procédera à l'ajustement systématique des dispositions de la présente délibération aux variations des effectifs des personnels concernés et aux évolutions des rémunérations des fonctionnaires territoriaux.
- Ce régime demeure cumulable avec la prime annuelle versée aux agents titulaires et non titulaires originaires de la CUS et avec la prime de service versée aux agents titulaires et non titulaires originaires de la ville de Mulhouse au titre de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 et instituées avant cette date.

- Les montants individuels pourront être modulés par arrêté du Président, en tant qu'autorité investie du pouvoir de nomination, sur proposition du directeur, dans les limites fixées par les textes, en fonction du niveau des responsabilités, des sujétions particulières exercées, des contraintes du poste occupé et de la manière de servir de l'agent.

autorise

- Le Président, en tant qu'autorité investie du pouvoir de nomination, à déterminer, sur proposition du directeur, le taux individuel applicable à chaque agent public concerné, conformément à leur régime antérieur pour les agents issus de la CUS et de la ville de Mulhouse, et selon un document de cadrage qu'il rédigera pour le personnel recruté directement par l'IEPCC.
- L'adaptation du dispositif à l'évolution du droit sur lequel il se fonde.

précise

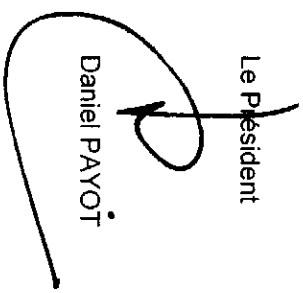
Que les dépenses résultant de la présente délibération seront imputées sur les crédits inscrits au budget de l'établissement.

Vote

Votants	:	10 (1 élu n'a pas pris part au vote)
Pour	:	10
Contre	:	0
Abstention	:	0

Adopté

Le Président


Daniel PAYOT